

## Les Tunisiens ressentent les effets des changements climatiques et attribuent la responsabilité aux pays riches

**Dépêche No. 956 d'Afrobarometer | Aymen Missaoui, Imen Mezlini et Youssef Meddeb**

### Résumé

Les projections climatiques et les études de vulnérabilité aux changements climatiques ont montré que la Tunisie subit déjà et subirait encore pour longtemps les effets de ce phénomène (Labiadh, 2021).

Depuis cinq ans, la Tunisie fait face à des vagues de sécheresse de plus en plus fréquentes. Cette situation a des répercussions graves sur l'agriculture. Les cycles agricoles sont perturbés, les rendements ont diminué et de nombreux propriétaires ont dû abandonner leurs terres devenues trop arides (Labreque, 2024). L'augmentation des températures et la baisse des précipitations entraînent une réduction significative des ressources en eau, affectant aussi bien les nappes phréatiques que les eaux de surface (Sghaier & Ouessar, 2013). Par ailleurs, la montée du niveau de la mer constitue une menace majeure pour les écosystèmes côtiers et les infrastructures. Environ 16.000 hectares de terres agricoles risquent d'être submergés, ce qui représente une menace pour l'économie locale et la sécurité alimentaire (Fonds Mondial pour la Nature, 2025). La biodiversité est également touchée, avec la disparition progressive des habitats naturels, mettant en danger de nombreuses espèces et compromettant l'équilibre des écosystèmes (Kalboussi, 2018).

Ces impacts exacerbent les défis socio-économiques et poussent la Tunisie à prendre différentes mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques. Signataire de l'Accord de Paris, la Tunisie s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 41% d'ici 2030 et investit activement dans le développement des énergies renouvelables (République Tunisienne, 2015 ; Protunisie, 2024). Afin de renforcer la coordination de la lutte contre les effets des changements climatiques, le pays a mis en place une unité spéciale au sein du ministère de l'environnement. Par ailleurs, un projet de résilience côtière a été lancé pour renforcer les zones côtières face aux risques climatiques (Leaders.com, 2022 ; GIZ, 2023).

Cette dépêche rend compte d'un module spécial d'enquête inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 10 pour explorer les expériences et les perceptions des Tunisiens sur les changements climatiques.

Selon les résultats, la majorité des Tunisiens disent que les sécheresses et les mauvaises récoltes se sont accentuées dans leur région ces 10 dernières années, mais peu disent être au courant du concept des changements climatiques.

Parmi ceux qui sont informés des changements climatiques, de larges majorités disent que l'activité humaine en est la principale ou l'une des causes, que le phénomène rend la vie pire, et que les pays développés doivent agir urgemment.

En plus, la majorité des répondants sont pour l'investissement public dans les infrastructures et énergies durables, la mise de pression supplémentaire sur les pays riches et développés afin qu'ils fournissent des ressources pour assister les personnes touchées, et l'interdiction de l'abattage des arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois.

La majorité des citoyens disent avoir changé la source ou réduit la quantité d'eau qu'ils consomment à cause des changements des conditions météorologiques et veulent que le gouvernement trouve de meilleurs moyens pour gérer et préserver les ressources en eau plutôt que de rationner l'offre.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Tunisie, conduite par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en mars 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Tunisie en 2013, 2015, 2018, 2020 et 2022.

## Résultats clés

- La majorité des Tunisiens déclarent que les sécheresses (77%) et les échecs de récoltes (54%) se sont intensifiées dans leur région ces 10 dernières années.
- Seulement environ quatre Tunisiens sur 10 (37%) disent être au courant des changements climatiques, soit une hausse de 15 points de pourcentage depuis 2022.
- Parmi ceux qui ont entendu parler des changements climatiques :
  - Deux tiers considèrent l'activité humaine (46%) ou la combinaison de l'activité humaine avec les procédés naturels (21%) comme la principale cause des changements climatiques.
  - Plus des trois quarts (77%) affirment que les changements climatiques rendent la vie pire.
  - La plupart estiment que les pays riches ou développés ont la plus grande responsabilité de mener des efforts pour limiter les changements climatiques (61%), et les appellent à agir maintenant (91%), y compris un financement climatique pour la Tunisie (92%).
- La majorité de tous les répondants soutiennent que le gouvernement investisse dans l'amélioration des infrastructures adaptées aux changements climatiques (96%), fasse davantage de pression sur les pays riches et développés pour qu'ils fournissent d'aide aux personnes touchées (85%), investisse dans les technologies éoliennes et solaires (72%), et interdise l'abattage des arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois (56%).
- Beaucoup de Tunisiens disent avoir dû adapter leur vie en réponse aux changements météorologiques. Ces changements comprennent la réduction de la consommation d'eau ou l'utilisation des sources d'eau différentes (55%), la réduction de la quantité

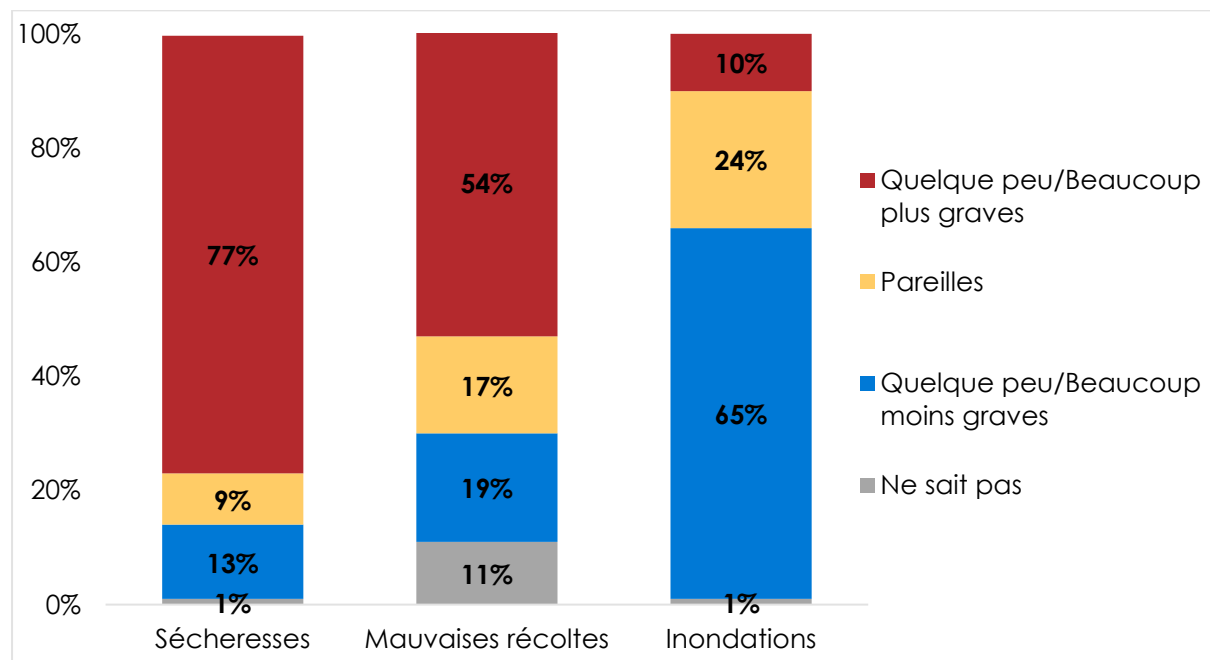
du bétail ou la modification des habitudes de pâturage (35%), la réduction ou la reprogrammation du travail à l'extérieur (30%), l'utilisation de différentes cultures ou la consommation des aliments différents (24%) et le déménagement dans un nouvel endroit (8%).

- Plus de sept Tunisiens sur 10 (72%) affirment que le gouvernement doit trouver de meilleurs moyens pour gérer et préserver les ressources en eau plutôt que de rationner l'offre.

## Sévérité des sécheresses et des mauvaises récoltes

La majorité des Tunisiens constatent une aggravation des sécheresses (77%) et une détérioration notable des récoltes (54%) dans leur région ces 10 dernières années (Figure 1). En revanche, les inondations sont perçues comme un phénomène quelque peu ou beaucoup moins sévère (65%).

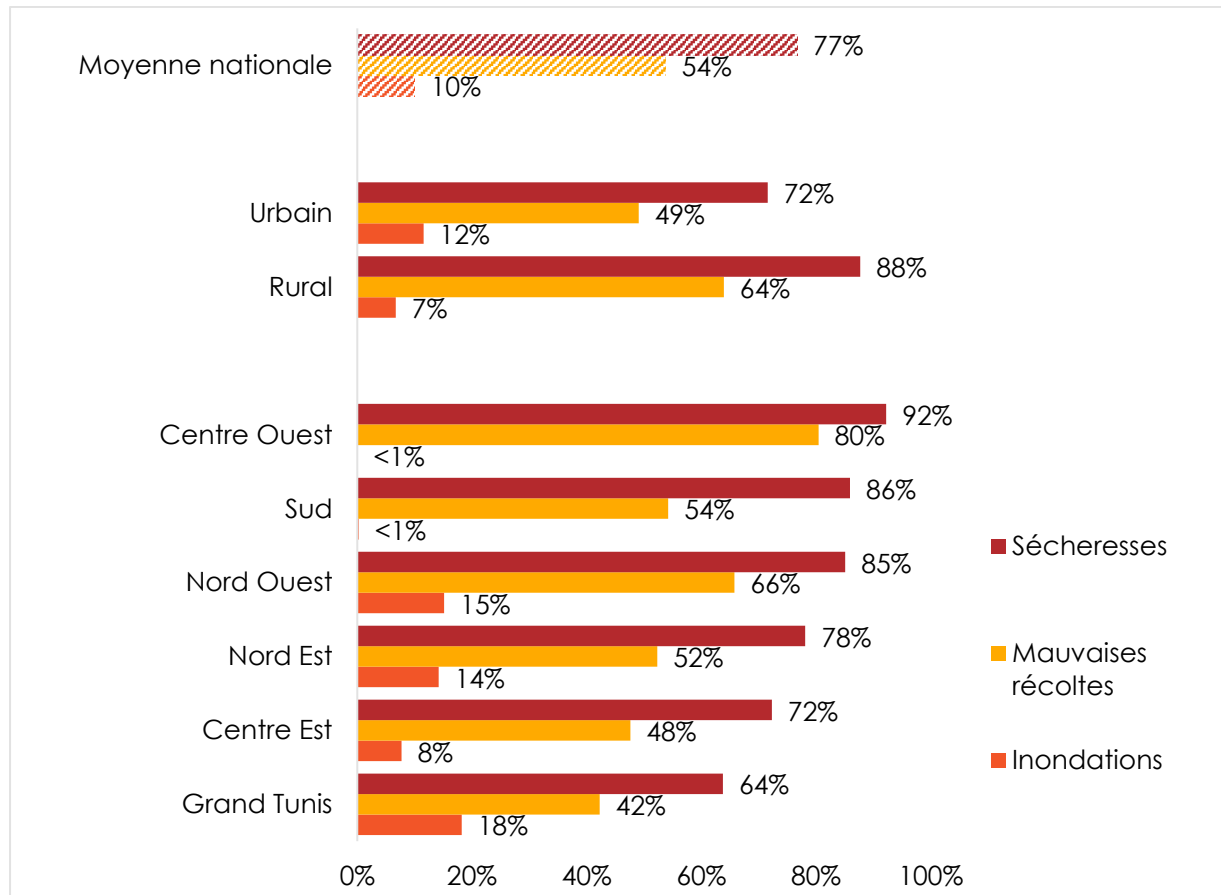
**Figure 1 : Sévérité des sécheresses, mauvaises récoltes et inondations | Tunisie**  
| 2024



**Questions posées aux répondants :** D'après votre expérience, au cours des 10 dernières années, y a-t-il eu un changement dans la gravité des événements suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils restés à peu près les mêmes ?

La gravité accrue des sécheresses et des mauvaises récoltes est davantage ressentie par les habitants des zones rurales (88% et 64%) et du Centre Ouest (92% et 80%) comparativement aux citadins (72% et 49%) et aux habitants des autres régions, notamment du Grand Tunis (64% et 42%) (Figure 2).

**Figure 2 : Sévérité accrue des sécheresses, mauvaises récoltes et inondations**  
| par milieu de résidence et région | Tunisie | 2024



**Questions posées aux répondants :** D'après votre expérience, au cours des 10 dernières années, y a-t-il eu un changement dans la gravité des événements suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils restés à peu près les mêmes ? (% qui disent « quelque peu plus graves » ou « beaucoup plus graves »)

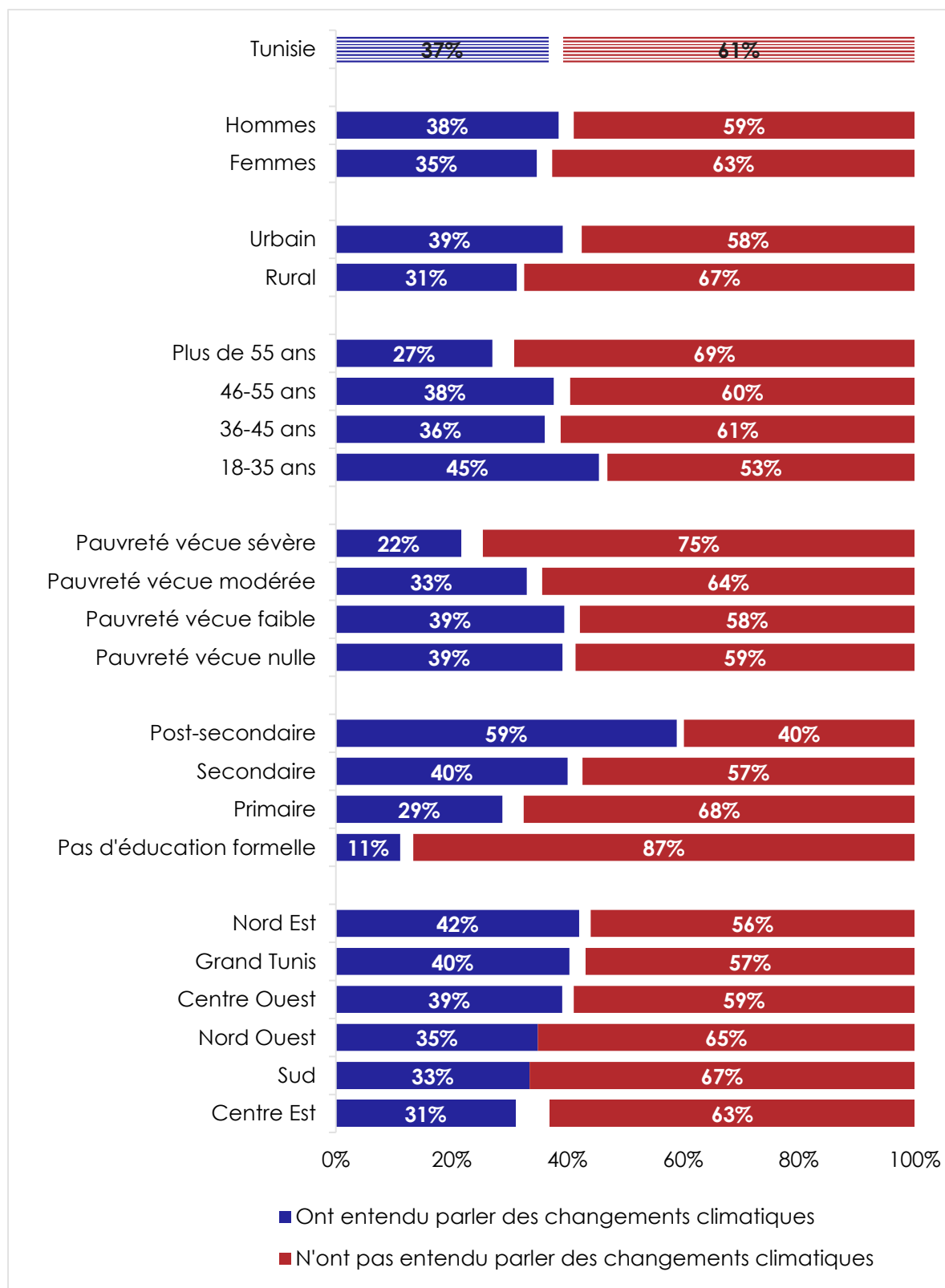
## Connaissance des changements climatiques

Seulement environ quatre Tunisiens sur 10 (37%) déclarent être informés de la problématique des changements climatiques. Cette connaissance augmente avec le niveau d'éducation et d'aisance des répondants, allant de 11% des non instruits à 59% des post-secondaires et de 22% des non nantis<sup>1</sup> à 39% des plus nantis. Elle est aussi plus répandue chez les jeunes (45% des 18-35 ans), dans les régions du Nord Est (42%), du Grand Tunis (40%) et du Centre Ouest (39%), et en ville (39%) que chez les aînés (27%-38%), dans les autres régions (31%-35%), et dans les villages (31%) (Figure 3).

La conscience des changements climatiques est passée de 22% en 2022 à 37% en 2024 (Figure 4).

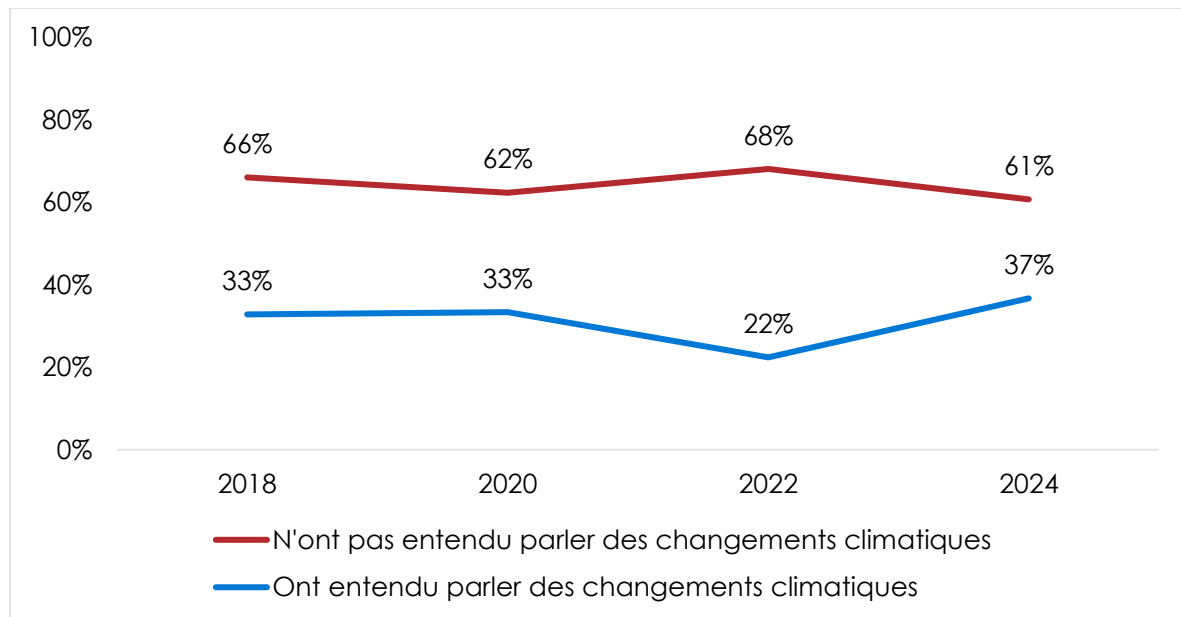
<sup>1</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 3 : Connaissance des changements climatiques** | par groupe démographique | Tunisie | 2024



**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'avez-vous pas encore eu l'occasion d'en entendre parler ?

**Figure 4 : Connaissance des changements climatiques | Tunisie | 2018-2024**

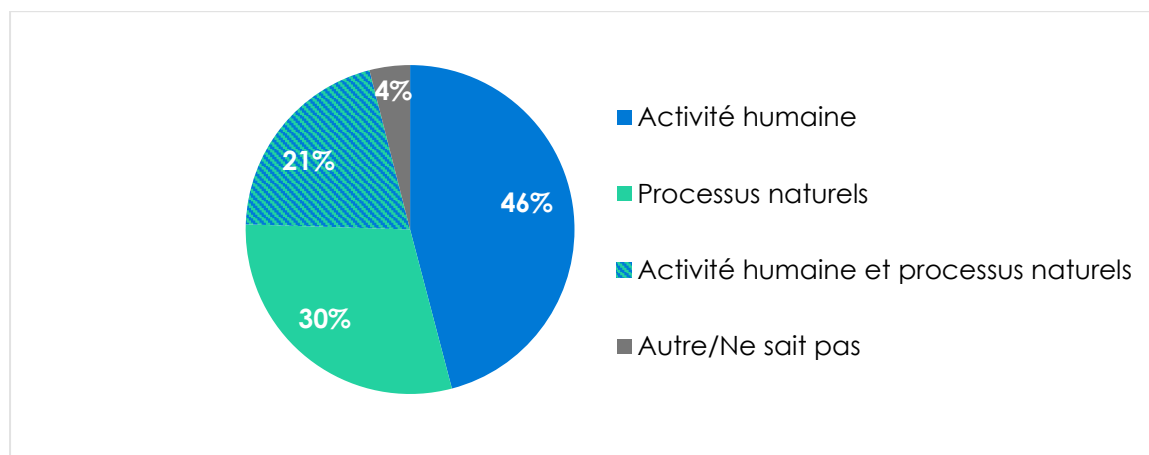


**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'avez-vous pas encore eu l'occasion d'en entendre parler ?

Parmi ceux qui ont déjà entendu parler des changements climatiques, deux tiers imputent la responsabilité à l'activité humaine (46%) ou à la combinaison de l'activité humaine avec les procédés naturels (21%), pendant que 30% estiment qu'ils sont dus exclusivement aux processus naturels (Figure 5).

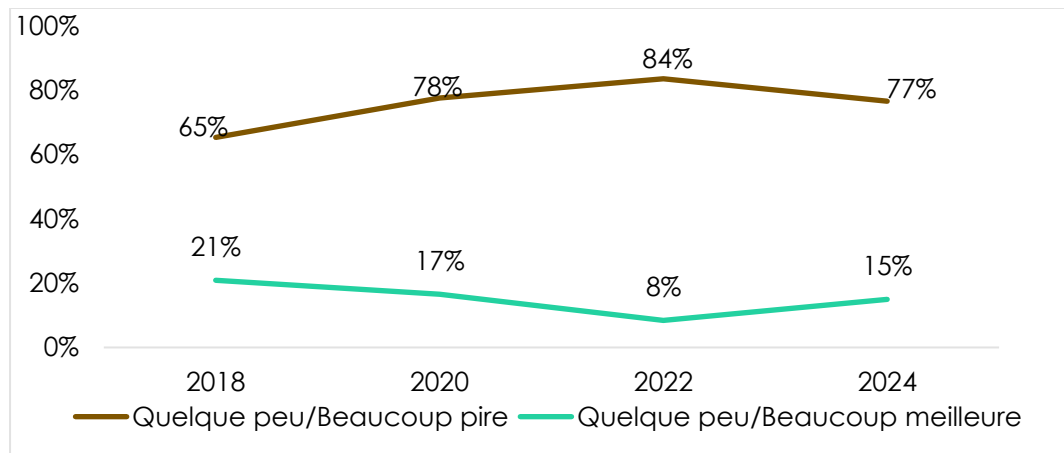
Une majorité encore plus importante de ces répondants (77%) déclarent que les changements climatiques rendent la vie « quelque peu » ou « beaucoup » pire (Figure 6). La perception selon laquelle les changements climatiques compliquent la vie des citoyens est restée majoritaire depuis 2018.

**Figure 5 : Causes des changements climatiques | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler des changements climatiques :** Les gens ont des idées différentes sur les causes des changements climatiques. Qu'en est-il pour vous ? Parmi les éléments suivants, lequel est, selon vous, la principale cause des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

**Figure 6 : Impact des changements climatiques | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler des changements climatiques :** Pensez-vous que les changements climatiques rendent la vie en Tunisie meilleure ou pire, ou n'en avez-vous pas entendu assez pour le dire ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

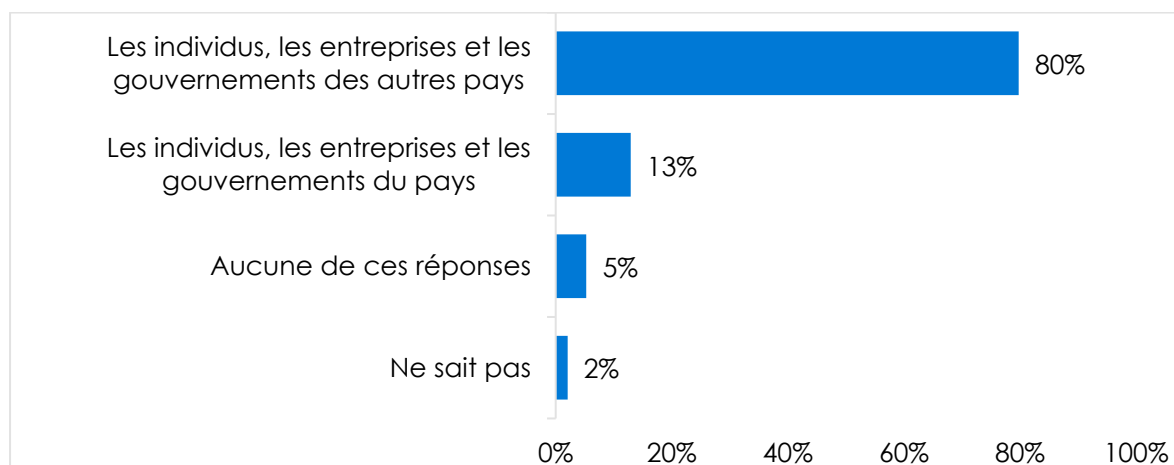
### Responsabilité et lutte contre les changements climatiques

Parmi les Tunisiens qui sont informés des changements climatiques, huit sur 10 (80%) estiment que les individus, les entreprises et les gouvernements des autres nations sont les premiers responsables des changements climatiques (Figure 7).

De plus, 61% d'entre eux affirment que les pays riches et développés ont la responsabilité principale de réduire les effets des changements climatiques (Figure 8).

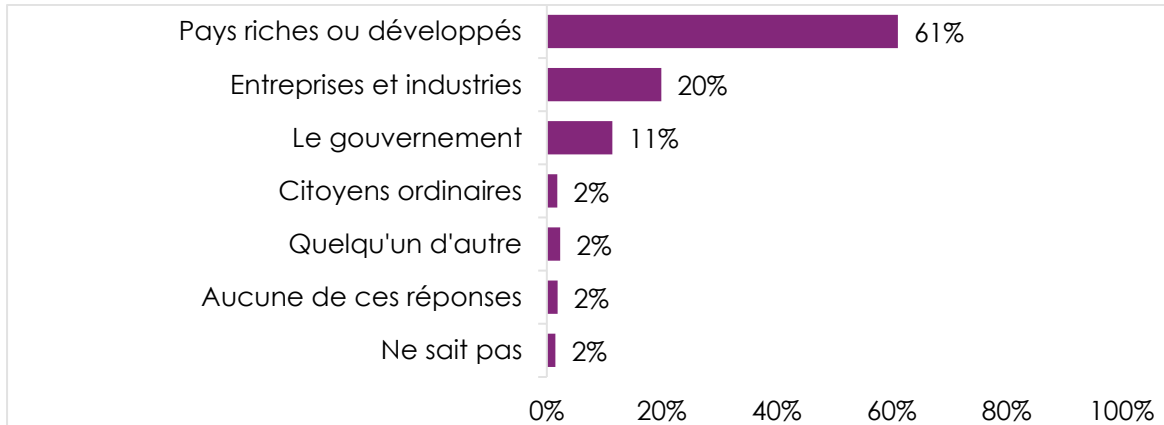
Des majorités plus importantes veulent que les pays riches ou développés prennent des mesures urgentes pour limiter les changements climatiques (91%), et aident la Tunisie à couvrir les coûts d'adaptation et de réponse aux impacts négatifs des changements climatiques (92%) (Figure 9).

**Figure 7 : Qui est considéré comme le principal responsable des changements climatiques ? | Tunisie | 2024**



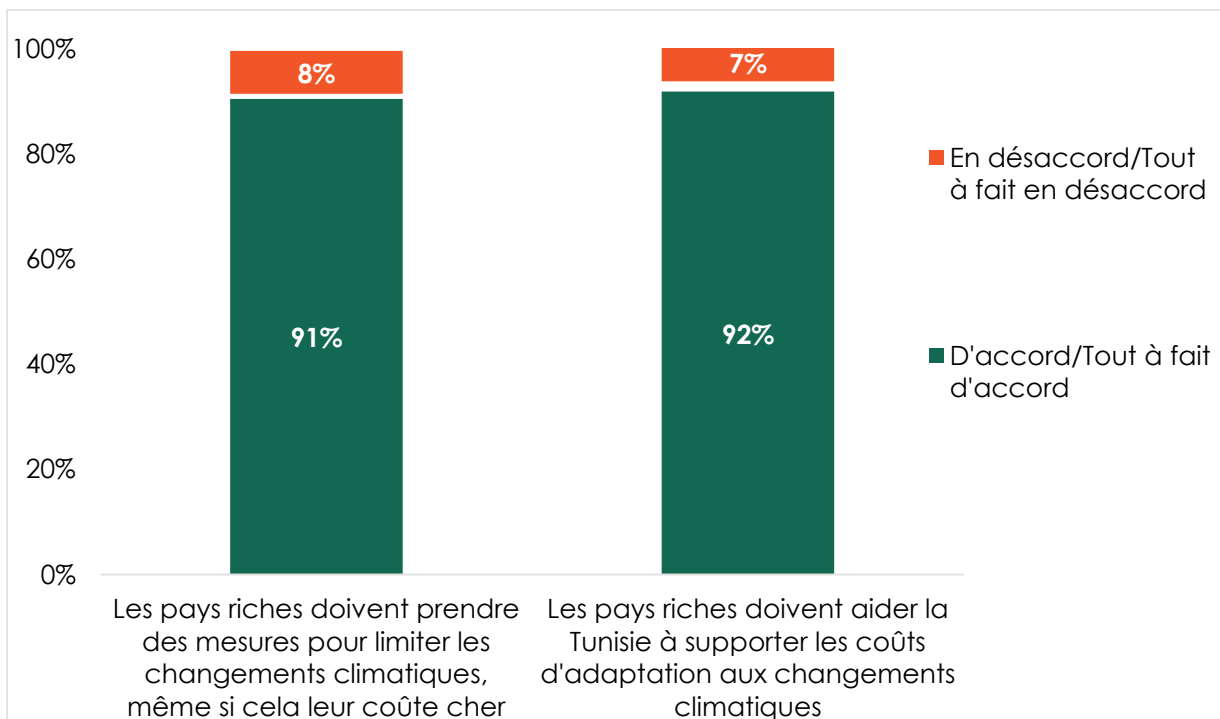
**Question posée aux répondants qui ont entendu parler des changements climatiques :** Ceux qui ont déclaré avoir entendu parler des changements climatiques : Selon vous, qui est le principal responsable des changements climatiques ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

**Figure 8 : Qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de réduire les effets des changements climatiques ? | Tunisie | 2024**



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler des changements climatiques :** Selon vous, qui devrait avoir la responsabilité principale d'essayer de limiter les changements climatiques et d'en réduire l'impact ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

**Figure 9 : Responsabilité climatique des pays développés | Tunisie | 2024**



**Questions posées aux répondants qui ont entendu parler des changements climatiques :** Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord :

*Il est important que les pays riches ou développés qui ont le plus contribué aux changements climatiques prennent aujourd'hui des mesures pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même si cela leur coûte cher ?*

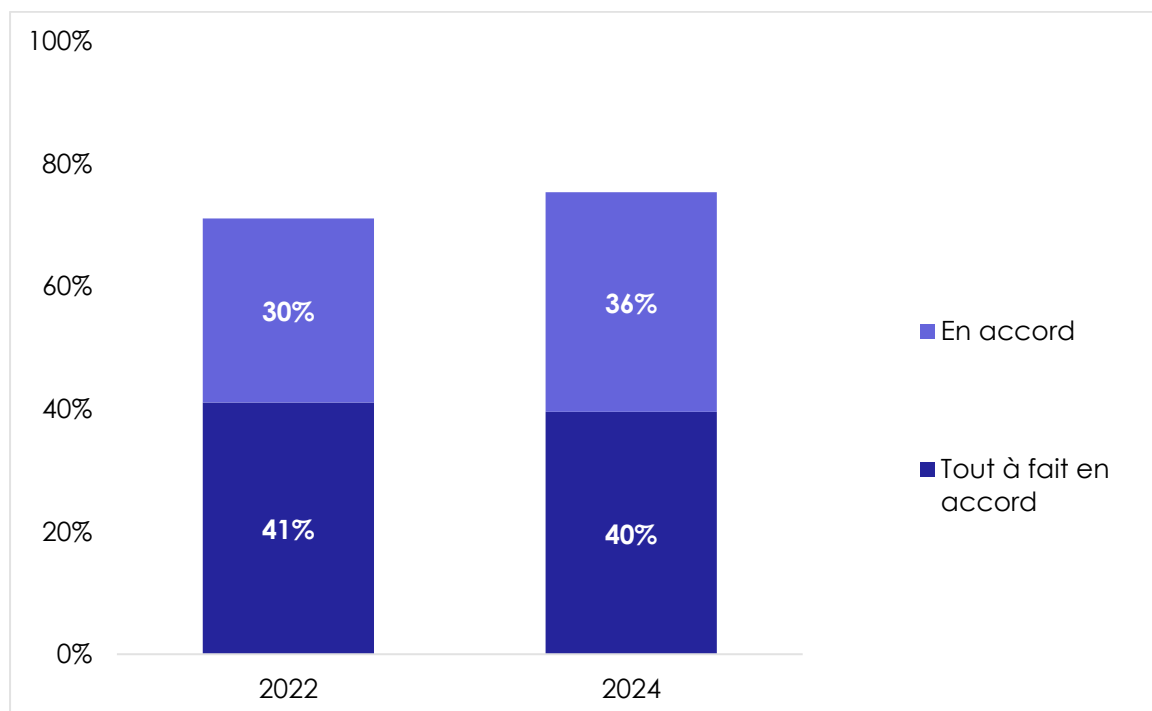
*Les pays riches ou développés qui ont le plus contribué aux changements climatiques ont l'obligation d'aider la Tunisie à couvrir les coûts d'adaptation et de réponse aux impacts négatifs des changements climatiques ?*

(Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)



En plus de réclamer l'action des pays développés, la majorité (76%) des Tunisiens conscients des changements climatiques demandent à leur gouvernement de prendre des mesures pour les limiter, même si cela implique des coûts élevés, des pertes d'emplois ou d'autres conséquences économiques. Ils étaient 71% à exprimer cette demande en 2022 (Figure 10).

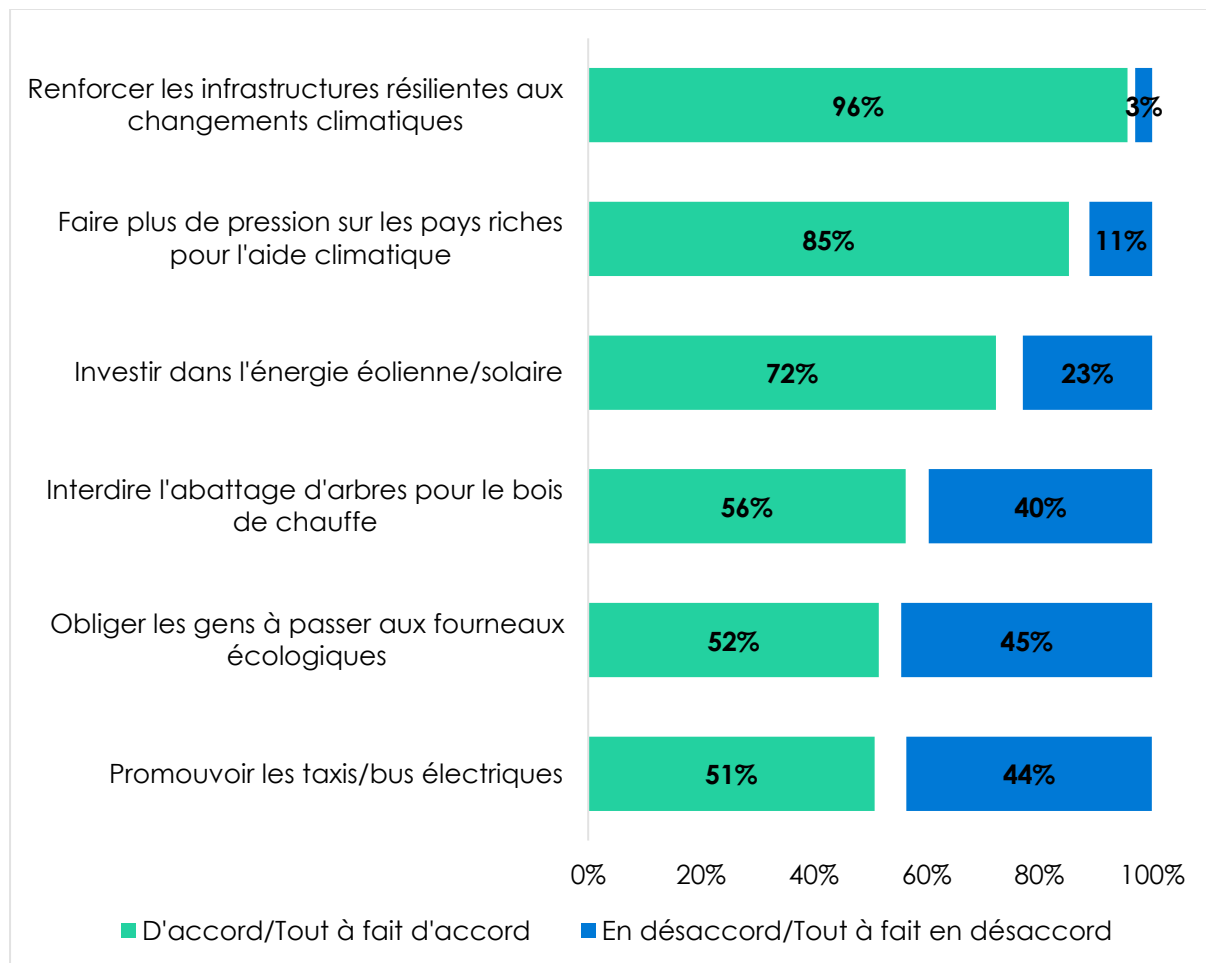
**Figure 10 : Soutien à l'action climatique du gouvernement | Tunisie | 2022-2024**



**Question posée aux répondants qui ont entendu parler des changements climatiques :** Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou d'accord : Il est important que notre gouvernement prenne maintenant des mesures pour limiter les changements climatiques à l'avenir, même si elles sont coûteuses ou si elles entraînent des pertes d'emplois ou d'autres dommages pour notre économie ? (Les répondants qui ne sont pas au courant des changements climatiques sont exclus.)

Les Tunisiens sont généralement favorables à certaines des politiques que leur gouvernement pourrait adopter pour mitiger les effets des changements climatiques. La majorité parmi eux épousent l'idée que le gouvernement investisse dans l'amélioration des infrastructures résilientes aux inondations et sécheresses extrêmes (96%) et fasse davantage pression sur les pays riches pour qu'ils fournissent des ressources aux populations touchées (85%). En outre, ils sont aussi majoritaires à approuver l'investissement dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité (72%), et l'interdiction de l'abattage des arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois (56%). La moitié d'entre eux soutiennent l'adoption de fourneaux plus propres fonctionnant à l'électricité, au gaz ou au propane (52%) et l'utilisation de taxis et autobus électriques (51%) (Figure 11).

**Figure 11 : Politiques de lutte contre les changements climatiques** | Tunisie | 2024



**Questions posées aux répondants :** Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes :

Rendre illégal l'abattage d'arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour d'autres sources d'énergie.

Obliger tout le monde à passer à des fourneaux qui utilisent des combustibles plus écologiques comme l'électricité, le gaz ou le propane, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour faire cuire nos aliments.

Investir dans l'amélioration des infrastructures afin que notre pays puisse résister à des inondations et à des sécheresses plus extrêmes.

Faire davantage pression sur les pays riches et développés pour qu'ils fournissent des ressources afin d'aider les Tunisiens qui sont touchés par les changements climatiques ou les modifications des conditions climatiques.

Promouvoir l'utilisation de taxis et de bus fonctionnant à l'électricité, même si cela signifie que nous devons payer des tarifs plus élevés.

Investir dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela augmente le prix.

En réponse aux impacts des changements des conditions météorologiques, la majorité (55%) des Tunisiens disent avoir changé leur source ou réduit leur consommation d'eau (Figure 12). Au moins trois personnes sur 10 affirment avoir modifié leurs habitudes de pâturage ou avoir réduit le nombre et le type de leur bétail (35%) ou avoir réduit la quantité de travail à l'extérieur ou travaillé à l'extérieur à des heures différentes (30%), pendant que le quart (24%)

disent avoir changé les types de cultures plantées ou les types d'aliments consommés. Seulement 8% déclarent avoir déménagé dans un autre endroit.

Le changement de la source ou de la quantité d'eau utilisée est plus adoptée dans le Centre Est (62%) et par les citoyens vivant une pauvreté sévère (66%) que dans les autres régions et par les plus nantis (Figure 13 et Figure 14).

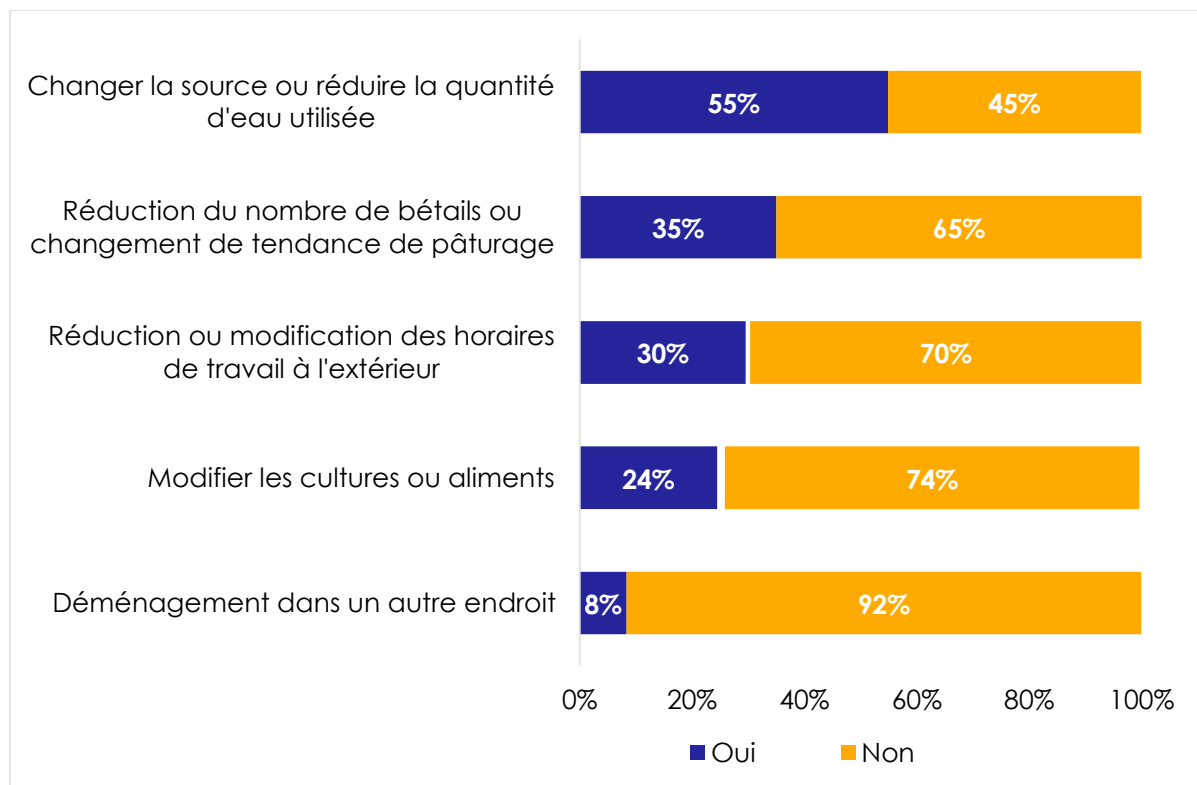
La réduction du nombre et du type de bétail et la modification des habitudes de pâturage sont plus répandues au Centre Ouest (38%), dans les villages (40%) et parmi les plus pauvres (32%) que dans les autres régions, en ville (6%) et parmi les plus aisés (11%).

La réduction de la quantité de travail à l'extérieur ou le travail à l'extérieur à des heures différentes est plus fréquent au Centre Ouest (47%), par les résidents ruraux (34%) et par les plus pauvres (37%) par rapport aux autres régions, aux citadins (27%) et aux riches (21%).

La modification des cultures et des aliments est plus courante au Sud (37%), au Centre Ouest (36%), dans les villages (34%) et par ceux qui ne vivent pas une forte pauvreté (26%-28%) comparativement à leurs homologues respectifs.

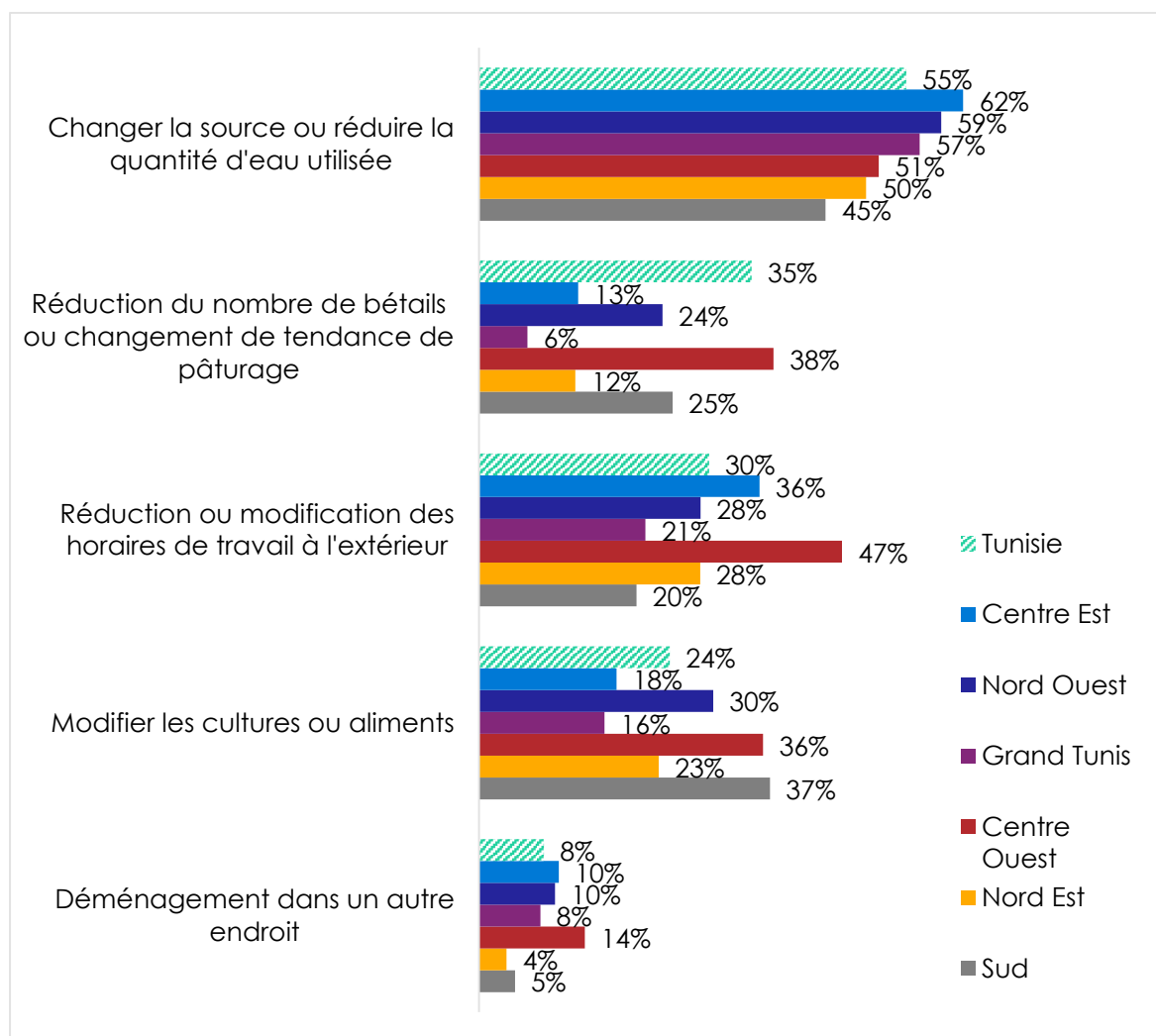
Le déménagement à cause des changements climatiques est plus fréquent au Centre Ouest (14%) et par ceux qui vivent une pauvreté modérée ou forte (12%-13%) comparativement aux autres régions et ceux qui vivent une pauvreté faible ou nulle (5%-8%).

**Figure 12 : Mesures prises par les ménages en raison des changements climatiques**  
| Tunisie | 2024



**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années, en raison des changements climatiques ou de la variation des conditions météorologiques : Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ? Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ? Déménager dans un autre endroit ? Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ? Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ?

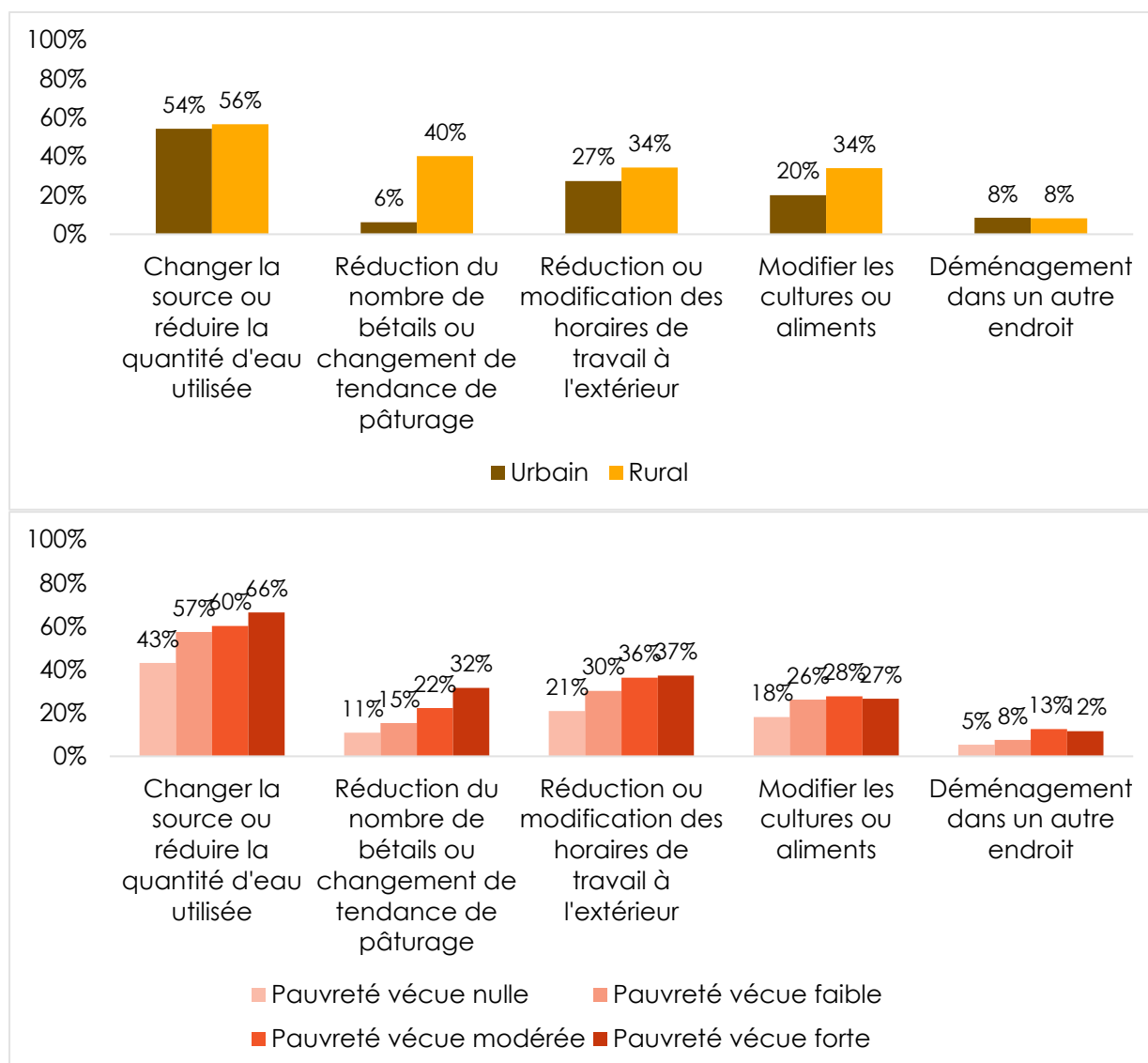
**Figure 13 : Mesures prises par les ménages en raison des changements climatiques**  
| par région | Tunisie | 2024



**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années, en raison des changements climatiques ou de la variation des conditions météorologiques : Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ? Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ? Déménager dans un autre endroit ? Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ? Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ? (% qui disent « oui »)

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter  
notre outil d'analyse en ligne au  
[www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Figure 14 : Mesures prises par les ménages en raison des changements climatiques**  
| par milieu de résidence urbain-rural et pauvreté vécue | Tunisie | 2024



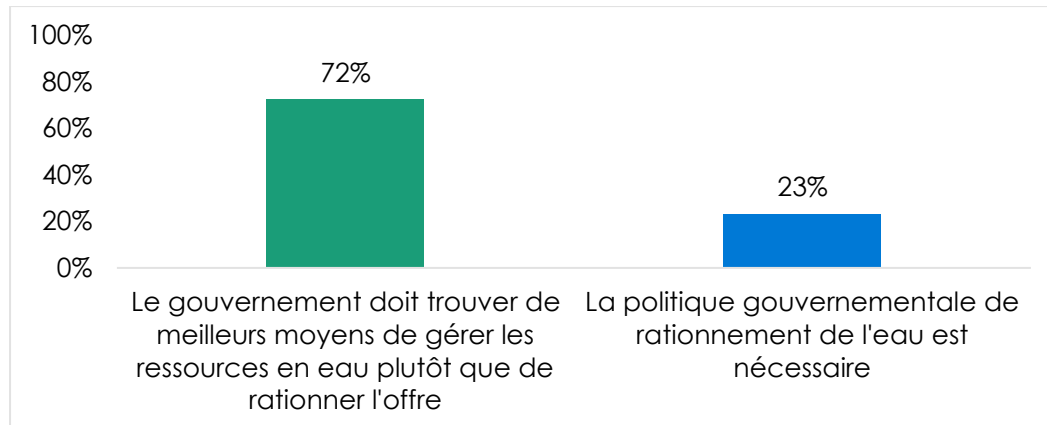
**Questions posées aux répondants :** Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années, en raison des changements climatiques ou de la variation des conditions météorologiques : Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ? Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ? Déménager dans un autre endroit ? Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ? Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ? (% qui disent « oui »)

### Gestion des ressources en eau

La Tunisie fait face à une crise d'eau aiguë. Pour atténuer la situation et réduire la consommation excessive, le gouvernement a instauré des mesures strictes, notamment un système de quotas pour l'eau potable et l'interruption nocturne de l'approvisionnement (Frost, 2024).

Interrogés sur la politique de gestion de l'eau, la majorité (72%) des Tunisiens préfèrent que leur gouvernement cherche des solutions plus efficaces pour gérer et préserver les ressources en eau plutôt que de recourir au rationnement de l'offre (Figure 15).

**Figure 15 : Politique gouvernementale de gestion des ressources d'eau | Tunisie**  
| 2024



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre point de vue ?

Affirmation 1 : La politique gouvernementale de rationnement de l'eau est nécessaire à la préservation des ressources en eau.

Affirmation 2 : Le gouvernement doit trouver de meilleurs moyens de gérer et de préserver les ressources en eau plutôt que de rationner l'offre.

## Conclusion

Les résultats de l'enquête Afrobarometer révèlent une perception de la gravité accrue des sécheresses et des mauvaises récoltes. Bien que leurs impacts soient ressentis, les changements climatiques restent peu connus en Tunisie.

La majorité des citoyens estiment que les pays développés portent la principale responsabilité pour les changements climatiques et doivent agir urgemment pour les limiter et réduire leur impact. Mais ils appellent également le gouvernement tunisien à agir immédiatement y compris faire davantage de pression sur les pays développés.

Les Tunisiens expriment une large adhésion à quelques fortes mesures que le gouvernement pourrait entreprendre pour limiter les changements climatiques, y compris des investissements dans l'amélioration des infrastructures et les technologies éoliennes et solaires.

La plupart des citoyens ont dû changer leur source d'approvisionnement en eau et/ou réduire leur consommation en raison des impacts des changements des conditions météorologiques. Quant à la préservation des ressources en eau, une préférence nette s'exprime en faveur de méthodes alternatives au rationnement de l'offre.

Ces résultats mettent en évidence un besoin urgent d'éducation et de sensibilisation sur le phénomène des changements climatiques et un appel pressant à la justice climatique entre le Nord et le Sud.

## Références

- Fonds Mondial pour la Nature. (2025). Maroc et Tunisie : Vers l'adaptation au changement climatique avec les ONG locales.
- Frost, R. (2024). Comment la Tunisie lutte-t-elle contre cinq années de sécheresse ? Euronews. 5 mars.
- GIZ. (2023). Mettre en œuvre les objectifs climatiques de la Tunisie.
- Kalboussi, M. (2018). Biodiversité en Tunisie : Raréfactions inquiétantes et explosions de l'exotique. Nawaat.
- Labiadh, I. (2021). Le changement climatique en Tunisie : Réalité et piste d'adaptation pour le secteur des services publics. Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux.
- Labreque, A. (2024). Sécheresse en Tunisie : L'espoir des semences ancestrales. Québec Science. 20 juin.
- Leaders.com. (2022). APAL : Un littoral résilient intégré dans la transition écologique. 3 novembre.
- Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Protunisie. (2024). Changement climatique en Tunisie : Causes et adaptation urbaine. 20 juin.
- République Tunisienne. (2015). Contribution prévue déterminée au niveau national de la Tunisie.
- Sghaier, M., & Ouessar, M. (2013). L'oliveraie tunisienne face au changement climatique : Méthode d'analyse et étude de cas pour le gouvernorat de Médenine. GIZ.

**Aymen Missaoui** est analyste des données à One to One for Research and Polling, partenaire national d'Afrobarometer en Tunisie. Email : Aymen.Missaoui@121polling.com.

**Imen Mezlini** est la directrice des études à One to One Research and Polling. Email : imen.Mezlini@121polling.com.

**Youssef Meddeb** est le directeur général de One to One for Research and Polling. Email : youssef.meddeb@121polling.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminata, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de Suède au Zimbabwe et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 956 d'Afrobarometer | 13 mars 2025